

33. Nous nous félicitons de la contribution positive apportée par la Conférence des experts de haut niveau sur le rôle futur de l'enseignement dans notre société, qui a eu lieu à Kyoto en janvier 1987.

34. Nous continuerons à poursuivre l'examen des implications éthiques liées au développement des sciences biologiques. Après les conférences organisées par les pays du Sommet — en 1984 par le Japon, en 1985 par la France, en 1986 par la RFA et en 1987 par le Canada, — nous saluons avec satisfaction l'offre du gouvernement italien d'accueillir la prochaine Conférence de bioéthique, en avril 1988, en Italie.

Prochain Sommet économique

35. Nous sommes convenus de nous réunir à nouveau l'année prochaine et nous avons accepté l'invitation du Premier ministre canadien, au Canada.

Déclaration sur le SIDA

Dans le contexte des préoccupations qu'ils ont déjà manifestées dans le passé pour les problèmes de santé (Déclaration du Président de la Réunion de Londres, sur le cancer, et Déclaration du Président de la Réunion de Bonn, sur les stupéfiants), les chefs d'État ou de gouvernement et les représentants de la Communauté européenne affirment que le SIDA est peut-être l'un des plus gros problèmes de santé dans le monde. Il est nécessaire d'intensifier les efforts entrepris au niveau national et de les rendre plus efficaces au moyen d'une coopération internationale et de campagnes concertées pour empêcher l'extension du SIDA, en veillant à ce que les mesures prises soient conformes aux principes des droits de la personne humaine. À ce sujet, les pays du Sommet devraient convenir que :

- La duplication des efforts ne favorisera pas la coopération internationale. Il faudra accorder la priorité au renforcement des organisations existantes en leur accordant un soutien politique total et en leur apportant les ressources financières, administratives et en personnel nécessaires. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) constitue le meilleur forum pour rassembler les efforts internationaux de lutte au niveau mondial contre le SIDA, et tous les pays devraient être encouragés à lui apporter leur coopération totale et à soutenir son programme spécial d'activités liées au SIDA.

- En l'absence de vaccin ou de traitement, les meilleures chances de lutte et de prévention en matière de SIDA reposent sur une stratégie consistant essentiellement à informer le public sur la gravité de l'épidémie du SIDA, les modes de transmission du virus et les mesures pratiques qu'on peut prendre à titre individuel pour éviter de contracter la maladie ou de la transmettre. Il faudrait saisir toutes les occasions permettant d'échanger des informations sur les campagnes d'éducation et les politiques nationales. Les chefs d'État ou de gouvernement et les représentants de la Communauté européenne accueillent avec satisfaction la proposition du gouvernement du Royaume-Uni de patronner, conjointement avec l'OMS, une conférence internationale au niveau ministériel sur l'éducation du public concernant le SIDA.

- Il faudrait encourager le développement de la coopération en ce qui concerne les études fondamentales et cliniques sur la prévention, le traitement et les échanges d'informations (comme dans le cas du programme de la CE). Les chefs d'État ou de gouvernement accueillent avec satisfaction et soutiennent les actions conjointes de chercheurs des sept pays (comme dans le cas du programme conjoint des chercheurs français et américains, qui prend de l'extension, et dans le cas de programmes analogues) et dans le monde entier en vue du traitement de la maladie, d'essais cliniques sur les composants du virus et de la mise au point d'un vaccin efficace. Les chefs d'État ou de gouvernement et les représentants de la Communauté européenne se félicitent de la proposition du Président de la République française visant à la création d'un comité internationale d'éthique sur les questions d'éthique posées par le SIDA.